



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions de remise en état de la carrière de
matériaux alluvionnaires exploitée par la société Granulats Vicat
sur le territoire de la commune de Rehainviller**

N° 2022-0927

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2008-631 du 1er décembre 2009 complété par arrêté préfectoral 2016-1496 du 27 avril 2017, autorisant la société Granulats Vicat à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Rehainviller ;

VU la demande de modification des conditions de remise en état présentée par la société Granulats Vicat transmise le 5 juillet 2022 ;

VU la déclaration d'utilité publique (DUP) du captage AEP de la Fontaine Bénite de 2012 ;

VU le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du territoire de Lunéville à Baccarat (CCTLB) voté le 15 juin 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé NW/CM/1375-2022 en date du 14/12/2022 ;

VU le projet d'arrêté porté le 27 décembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation par le demandeur sur ce projet par message électronique en date du 5 janvier 2023 ;

CONSIDERANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant l'exploitation par la société Granulats Vicat sur le territoire de la commune de Rehainviller de la carrière de matériaux alluvionnaire doivent être modifiées pour que les conditions de remise en état soient compatibles avec le PLUi de la commune de Rehainviller et la DUP du captage de Fontaine Bénite. ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La société Granulats Vicat, dont le siège social est sis 4 rue Aristide Bergès - Les Trois Vallons-38080 l'isle d'Abeau, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de Rehaniviller sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008-631 du 1er décembre 2009, complété par arrêté préfectoral 2016-1496 du 27 avril 2017, modifiées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Conformité des installations

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral 2008-631 du 1er décembre 2009, complété par arrêté préfectoral 2016-1496 du 27 avril 2017 est complété par le paragraphe suivant :

« La remise en état des parcelles 79 et 80 de la section ZA de la commune de REHAINVILLER est précisée par le plan de réaménagement final annexé au présent arrêté. Elle est effectuée conformément aux conditions de remise en état présentées par la société Granulats Vicat le 5 juillet 2022 »

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Execution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Granulats Vicat

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Rehainviller


et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le

09 JAN. 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

